

# MADAGASCAR: Le riz « devient un luxe »

IRIN News

(Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies)

16/02/11



Semis de riz

ANTANANARIVO, 16 février 2011 (IRIN) - Le prix du riz, l'aliment de base à Madagascar, a doublé ces deux dernières années, obligeant les habitants d'Antananarivo, la capitale, à réduire leur consommation de moitié. « A près de 2 000 ariary (un dollar américain) le kilo, le riz est devenu un produit de luxe », a dit à IRIN Tiana Randrianirina, vendeuse de riz au marché principal de la capitale.

« C'est terrible pour le peuple malgache : tout le monde est touché, en particulier les personnes qui perçoivent le salaire minimum ou qui ont perdu leur emploi pendant la crise. Nous attendons et nous espérons que le gouvernement fera rapidement changer les choses, pour que la crise se termine », a dit Mme Randrianirina.

Selon les estimations de l'Observatoire du riz, un organisme financé par l'Etat qui surveille le prix du riz, celui-ci a presque doublé depuis le début de l'année 2009. Cela a poussé un grand nombre des quelque 1,5 million d'habitants d'Antananarivo à adopter des stratégies de survie : ils sautent le petit-déjeuner ou consomment du manioc ou du maïs.

« Nous avons toujours été pauvres, mais le riz a tellement augmenté que nous avons commencé à consommer la moitié de ce que nous consommions auparavant », a dit Claudine Rasoanandrsana, mère de trois enfants qui vend de la vanille et des épices aux touristes dans les rues d'Antananarivo.

Dans les années 1970, Madagascar exportait son riz ; désormais, en raison de méthodes agricoles désuètes et de mauvaises infrastructures, il est contraint de l'importer.

L'inflation du riz a suivi l'instabilité politique du pays, qui a débuté lors des manifestations organisées contre le président Marc Ravalomanana en janvier 2009 et abouti, en mars 2009, à la prise de pouvoir d'Andry Rajoelina, soutenu par l'armée.

Ce transfert « illégal » du pouvoir a incité l'Union africaine à imposer des sanctions, et les pays donateurs à suspendre toutes les aides versées à Madagascar (qui dépend de ces subventions), hormis l'aide d'urgence.

Les Etats-Unis ont également pénalisé Madagascar en l'excluant de [l'African Growth and Opportunities Act](#) (AGOA, loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique), un accord de commerce préférentiel qui permet à certains pays d'Afrique d'exporter des marchandises hors taxe vers les Etats-Unis. L'AGOA a créé environ 50 000 emplois et donné du travail à 100 000 personnes de plus.

L'augmentation du prix du riz est également alimentée par la flambée mondiale des prix des vivres et par deux années de ralentissement économique, dans un pays qui compte parmi les plus pauvres du monde.

« A Madagascar, les prix des vivres peuvent avoir de lourdes conséquences pour les ménages. Un Malgache peut consommer 136 kilos de riz par an et l'alimentation représente 75 pour cent du budget d'un ménage », a dit Michael Rakotonirina, spécialiste en monétisation pour le service de développement de [Land O Lakes International](#), une société américaine de production alimentaire, qui opère à Madagascar.

Le gouvernement de M. Rajoelina a fixé le prix du riz à 1 180 ariary (0,59 dollar américain) le kilo au début du mois de janvier 2011, et supprimé les droits et les taxes à l'importation, ce qui a entraîné l'épuisement ou l'indisponibilité des stocks de riz, selon les médias locaux.

Le 11 février, Dominique Razaka, ministre du Commerce, a déclaré que 10 000 tonnes de riz avaient été importées dans le cadre de la stratégie d'établissement des prix, et que 32 000 tonnes devaient être acheminées au port de Tamatave d'ici à la fin du mois de février pour aider à contrer les pressions inflationnistes exercées sur le riz jusqu'à la fin de la période de soudure, en avril.

« Un Malgache peut consommer 136 kilos de riz par an et l'alimentation représente 75 pour cent du budget d'un ménage »

### Une pauvreté croissante

Gérard Ravelomanantsoa, directeur de l'Institut national de la statistique, a expliqué que selon les résultats d'une étude réalisée entre juin et octobre 2010, le taux de pauvreté avait augmenté de 68,7 à 76,6 pour cent depuis 2005.

Environ les deux tiers des quelque 20 millions d'habitants que compte Madagascar vivent de l'agriculture de subsistance, les plus pauvres résidant dans les régions rurales de Sava, une région productrice de vanille située dans le nord-est du pays, et frappée par le [cyclone Bingiza](#) le 14 février 2011. D'autres régions, Vatovavy Fitovinany, Atsimo Andrefana, Androy et Anosy, sont elles aussi gravement touchées par la pauvreté.

« Deux saisons de sécheresse consécutives ont contraint de nombreux foyers vulnérables du sud à vendre leurs effets personnels. Ces familles ont été particulièrement touchées par l'augmentation saisonnière du prix des aliments de base, qui a incité un grand nombre d'entre elles à vendre leur bétail pour pouvoir acheter ces vivres, entraînant une baisse du prix du bétail. Ces familles comptent sur une bonne récolte, le mois prochain, pour s'en sortir », a dit à IRIN Thomas Gibb, responsable de l'alimentation et des secours post-catastrophe pour la branche malgache de [l'USAID](#).

Madagascar est touché par des cyclones chaque année, mais la fréquence et l'intensité de ces derniers varient d'une année à l'autre. Le Bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC) a averti que le sud du pays serait touché par des inondations, et que de faibles précipitations étaient attendues à Analamanga, région céréalière du pays.

« A Madagascar, le volume de production est lié au climat et à la saison des cyclones. En 2008, le pays a produit 3,6 millions de tonnes de riz, mais le problème, c'est que la population... s'élargit mais pas les méthodes de production », a dit Michael Rakotonirina.

Selon un expert en développement de la riziculture à Madagascar, qui n'a pas souhaité être nommé, compte tenu de l'insécurité économique et du manque de ressources du pays, il est difficile de promouvoir de nouvelles méthodes de culture, telles que le Système de riziculture intensive (SRI), auprès des agriculteurs.

Le SRI, qui compte aussi bien des partisans que des détracteurs, consiste à maintenir le sol des rizières humide, et non pas saturé d'eau en permanence, en ménageant un plus grand espace entre les plants pour permettre aux feuilles d'optimiser la photosynthèse ; ce système exige également un repiquage précoce de plants jeunes (moins de 15 jours).

Selon les estimations de l'expert en riziculture, le SRI pourrait être essayé sur 900 000 hectares de terre, et pourrait permettre de doubler ou tripler le rendement, mais il faudrait tout d'abord investir en vue d'améliorer les infrastructures, notamment les routes et autres structures.

Source : <http://www.irinnews.org/fr/ReportFrench.aspx?ReportID=91939>